



DEVELOPMENT ENERGY IN AFRICA

METHODOLOGIE D'EVALUATION DES IMPACTS DES INTERVENTIONS ENERGETIQUES

Second atelier

Rapport

Hôtel NDiambour, le 26 octobre 2006



ACRONYMES

ASER Agence sénégalaise d'Electrification rurale

CSPLP Comité de Suivi des Programmes de Lutte contre la Pauvreté

DE Direction de l'Energie

DEEC Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés

DSRP Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

FA Foyers améliorés

MEPN Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature

PERACOD Programme d'Electrification rurale et Combustibles domestiques

PROGEDE Programme de Gestion Durable et Participative des Energies traditionnelles et de substitution

UCAD Université Cheikh Anta Diop de Dakar

MEF Ministère de l'Economie et des Finances

MEM Ministère de l'Energie et des Mines

Evaluation des impacts des foyers améliorés dans la lutte contre la pauvreté au Sénégal

Introduction

Cet atelier DEA (Développement et Energie en Afrique) du 26 Octobre 2006 sur l' « Evaluation des impacts des foyers améliorés dans la lutte contre la pauvreté au Sénégal » a regroupé 21 participants représentant des institutions en charge de l'énergie, l'éducation, la santé, du secteur privé, des ONG et les projets et programmes. Il constitue le second après celui de novembre 2005 consacré à la présentation du projet aux acteurs nationaux.

L'objectif était de valider les indicateurs de la chaîne de causalité renseignée à partir des investigations menées sur le terrain.

Compte tenu de l'objectif visé dans le cadre du projet, le travail d'enquête mené par Enda Energie s'est voulu centré sur la vérification de la pertinence d'un certain nombre d'indicateurs d'impacts dans le cadre d'un projet de développement. Comme étude de cas, l'enquête a porté sur la promotion des combustibles domestiques, en l'occurrence la promotion des foyers améliorés à travers le PROGEDE.

Ainsi, évitant l'exhaustivité, la démarche a plus consisté à renseigner des indicateurs préalablement définis. Dans le cas des Foyers Améliorés, la question était de savoir quels impacts l'introduction des FA a-t-il eu sur les populations en termes d'amélioration de la santé, de gain de temps, d'augmentation des revenus et de promotion du bien-être de ces populations.

Déroulement de l'atelier

Comme prévu dans l'agenda, plusieurs présentations ont été faites qui portaient sur :

- le projet DEA en lui-même et dans toutes ses composantes,
- le niveau de prise en compte de l'Energie dans le DSRP II,
- les perspectives du CIMES
- les résultats de l'enquête

Par la suite, Sécou SARR a présenté le cadre d'évaluation à partir duquel une chaîne de causalité a été définie pour le cas des FA. C'est ainsi qu'il a rappelé le **processus dit de Fringilla** qui a permis la mise en place d'une chaîne de causalité selon les différents types de projets énergétiques retenus dans le cadre du DEA (combustibles domestiques, électrification rurale, force motrice, etc).

- Les résultats des enquêtes menées auprès des fabricants, des revendeurs et des ménages utilisateurs de Foyers améliorés ont fait l'objet d'un intérêt bien particulier du fait de l'analyse causale appliquée à ce projet.

I. Présentation du DEA

En terme de rappel, il s'est agi de mettre l'accent sur le souci des partenaires de favoriser l'émergence d'un cadre d'évaluation pour les interventions dans le secteur de l'énergie.

Le DEA est un projet couvrant 6 pays de l'Afrique (Botswana, Ghana, Mali, Sénégal, Tanzanie et Zambie) et il vise à développer des liens entre énergie et les impacts socio-économiques, en identifiant les articulations possibles entre les différents projets et initiatives en matière d'énergie. Cet outil favorise dès lors le partage de l'information avec les décideurs, leur permettant ainsi de mesurer la contribution de l'énergie dans le processus du développement. Les objectifs sont donc d'identifier et d'évaluer les impacts de développement des initiatives énergétiques d'une part, et d'autre part, d'utiliser l'information pour mieux concevoir et améliorer les interventions énergétiques dans les programmes à mettre en place.

Au-delà de tous ces aspects, E. Sambeek a montré l'originalité de la démarche DEA dont la méthodologie traite de plusieurs sous secteurs (énergies renouvelables, électrification rurale, Plateformes multifonctionnelles, etc). Ainsi, et quelle que soit l'intervention énergétique il devrait être possible d'utiliser le cadre d'évaluation du DEA pour en mesurer les impacts sur le développement.

II. Intégration de l'Énergie dans le DSRP II

Le processus de concertation multisectoriel à travers le CIMES a permis une meilleure prise en compte de la dimension énergie dans le DSRP.

Ainsi, dans le DSRP-I, outre le fait que le secteur de l'énergie constitue, en lui-même, un secteur créateur de richesses, il présente de forts liens intersectoriels avec les divers secteurs socio-économiques (agriculture, santé et éducation). Il constitue ainsi, une importante dimension du développement, en tant que nécessité domestique et facteur de production qui affecte directement la compétitivité des produits, le temps de travail (budget-temps) et la santé des femmes. Ce caractère transversal du secteur en fait un instrument important de lutte contre la pauvreté et retenu comme tel dans ledit document.

L'énergie apparaît tant au niveau des objectifs prioritaires que dans la matrice des mesures d'intervention (Cf communication).

III. Résultats des enquêtes

1- Les données par secteur

FA et Santé :

L'enquête a mis l'accent sur le nombre de malades dont la pathologie peut être liée à la fumée par rapport au nombre total de consultations effectuées au niveau du Poste de Santé de la localité. Les maladies les plus fréquemment notées sont celles respiratoires, celle liées aux yeux, celles cutanées.

Sur cette question, un certain nombre d'observations ont été faites dans le sens tout d'abord d'assurer une bonne collecte de données statistiques. L'idée serait de passer par les districts sanitaires où il y a un travail de recueil et d'organisation des statistiques de santé.

Si les chiffres montrent une tendance à la baisse des maladies qui découlent de la fumée, l'on ne saurait toutefois soutenir une corrélation forte entre l'introduction des FA dans certaines zones et l'amélioration de ces maladies liées à la fumée. Il faudrait pour cela une étude pluridisciplinaire.

FA et Education :

L'absence d'infrastructures comme les cantines scolaires dans les localités retenues pour les enquêtes n'a pas permis le recueil de données objectives sur le secteur de l'Education.

Il apparaît tout de même intéressant de mesurer le *taux d'alphabétisation* (surtout pour les femmes adultes), le *taux de réussite*, le *taux de maintien à l'école* après le *taux de scolarisation*.

4- Impact Environnemental

Vu le nombre important de CO₂ évité, l'idée de soumettre un projet MDP sous le Protocole de Kyoto pour les FA a été suggérée. Cependant, il a été remarqué que dans la deuxième période d'engagement, il sera uniquement question du boisement et du reboisement et la déforestation évitée par l'usage des FA n'est pas encore à l'ordre du jour dans les négociations internationales.

Dans le DRSP, l'indicateur sur le couvert végétal est mis en exergue qui permet de renseigner sur les éventuels impacts de l'énergie sur l'environnement.

5- Impacts socioéconomiques

- une économie monétaire annuelle auprès des ménages d'environ 63 710 FCFA dans l'acquisition du combustible et le renouvellement des équipements de cuisson.
- La création d'emplois au niveau des groupements fabricants = deux emplois permanents en moyenne et 4 apprentis.
- La génération de revenu = salaire moyen d'un permanent 31 300 f cfa et celui d'un apprentis de 11 300 FCFA.
- Une économie de 103 680 FCFA au niveau des restaurants utilisant des FA
- Gain de temps chez les femmes tant pour la collecte du bois (7 h par semaine) que dans la cuisson du repas principal (1 heure) soit globalement **2 h/jour**.

5- Suggestions :

5.1 - Ajouter les indicateurs additionnels suivants :

- **les intérêts stratégiques des femmes** : Par rapport à l'aspect Genre, il faut prendre en compte les intérêts stratégiques des femmes et intégrer cela dans de prochaines études sur l'évaluation des FA. Cette intégration permettra d'évaluer l'impact par rapport au positionnement social des femmes. Est-ce que le gain de temps issu de l'usage des foyers améliorés est susceptible d'assurer un repositionnement social de la femme.

La réduction de certains conflits peut être également recherchée à travers l'utilisation rationnelle de certaines formes d'énergie comme les combustibles domestiques (problèmes des terres, etc). Cet indicateur pourrait avoir un impact sur la paix et la sécurité. Par exemple,

à Diaoulé (région de Fatick, au centre du Sénégal), l'installation d'une centrale solaire a permis de freiner l'exode rural.

La bonne gouvernance : Cet indicateur pourrait permettre de voir le nombre de femmes qui sont dans les instances de prise de décision au sein de leurs localités. A ce niveau, cet indicateur doit être situé dans la variable *Gain de temps* afin d'évaluer les utilisations faites de cette variable.

En poussant la réflexion, il a été suggéré de s'intéresser à la contribution de l'énergie dans le PIB, entre autres agrégats macroéconomiques. D'où l'intérêt de la mesure de l'intégration de l'énergie dans le DSRP et dans les schémas régionaux d'approvisionnement. Cette contribution pourrait être un des critères d'arbitrage dans le budget.

5.2 – Compléments de la chaîne de causalité

Au niveau des services publics : les hôpitaux, les Casernes des Sapeurs pompiers, les prisons, les camps militaires qui utilisent une grande quantité de bois.

Au niveau des entreprises : Céramistes en terme d'emplois créés.

5.3 – L'imputabilité :

Pour ce qui est de l'imputabilité, il est recommandé de se référer à la situation de référence, en attendant d'autres outils plus poussés comme les calculs économétriques et des études diachroniques qui facilitent le monitoring. La transversalité de l'énergie explique le problème de son imputabilité

6 – Résultats

6-1- l'intérêt des participants par rapport à l'outil, d'où la nécessité de sa finalisation

Dans le souci d'approfondir la réflexion sur cette méthodologie du DEA, il a été proposé de mettre sur pied un cadre d'échange ou d'organiser un autre atelier pour suivre l'évolution de la méthodologie en cours d'élaboration

6-2 - Besoins de formation des participants sur les autres thématiques (sous-secteurs) développées dans la méthodologie du DEA (énergies renouvelables, électrification rurale, Plateformes multifonctionnelles, etc).

6-3 – Outil de suivi évaluation à tester

Cet intérêt des acteurs par rapport à la méthodologie du DEA est davantage manifesté à travers la volonté exprimée de la part de l'ASER de voir la méthodologie du DEA utilisée pour assurer le suivi/évaluation de leurs projets d'électrification rurale au niveau des îles du Saloum. C'est dire donc qu'avec cette méthodologie, nous disposerons d'un outil de plaidoyer.

6-4 – Utilité pour les décideurs dans l'analyse macro-économique (influence sur le PIB, sécurité énergétique etc.....)

6-5 – Perspective d'usage de l'outil par les décideurs locaux à travers la dynamique CIMES

ANNEXES

1- Liste de présence :

Noms & Prénoms	Institutions / Pays	Adresses / Tel.	Email
CORREA Jean-Pascal	ENDA ENERGIE	54, rue Carnot Tel : 822 24 96	enda.energy@sentoo.sn
PAYET Céline	PERACOD –GTZ / Sénégal	Tel : 574 64 78	payet-celine@yahoo.fr
EHEMBA Mireille	PERACOD	Tel: 631 41 01 832 64 71	affoud@yahoo.fr
SARR Aliou	Consultant (Enquêtes)	854 94 31	arliou@yahoo.fr
SAM Yéro	DE/ MEM	8, rue docteur Guillet Hopital principal Tel 823 88 91	yersame@yahoo.fr
SARR Ousmane Fall	ASER/ Sénégal	Ex camp Lat Dior BP 11131Dakar Tel : 849 47 14 637 88 45	ofsarr@yahoo.fr
LY Hawa Diallo	Ministère de l'Education	Rue Hachmiyou Fall, ex rue Calmette Tel : 547 83 06	hawamolel@yahoo.com
THOMAS Jean-Philippe	ENDA ENERGIE	54, Rue Carnot	enda.energy@sentoo.sn
CAMARA Mayacine	CSPLP/MEF	Immeuble Peytavin Dakar	camaramayacine@yahoo.fr
Dr DIENG Cheikh	PROGEDE Direction des eaux et forets	Parc forestier de Hann BP 1831 Dakar Tel : 569 78 74	seexjeng@yahoo.fr
FALL Moustapha	ASER / Sénégal	BP 11131 Dakar Tel : 638 95 17 821 16 11	aftafall@yahoo.fr
NDIAYE Ndiéo Niane	Consultante	Sicap Dieupeul II Tel : 868 69 94 558 28 32	
CISSE Penda Ndiaye	Consultante (Santé)	Tel : 644 41 57 820 19 39	cissependa@yahoo.fr

SECK Louis	DE / MEM	Tel : 822 04 42	Seck2@yahoo.fr
TOURE Ibrahima	DE / MEM	Tel : 822 04 42	toureibro@yahoo.fr
NDOUR Abdou	UCAD	TEL : 538 85 22	ndourabdouza@yahoo.fr
NDOUR Massamba	DEEC / MEPN	Rue Carnot Tel 821 07 25	massndour@yahoo.fr
NDIAYE Louis Raphaël	ENDA ENERGIE	54, rue Carnot BP 3370 Tel : 822 24 96	enda.energy@sentoo.sn
NDIAYE Segou Ndiaye	PERACOD / DE / MEM	el : 832 64 71	alsndiaye@yahoo.fr
Van Sambeek EMIEL	ECN / Pays bas	Tel : + 31 224 564227	vansambeek@ecn.nl
SARR Sécou	ENDA ENERGIE	54, rue Carnot BP 3370 Tel : 822 24 96	Enda.energy@sentoo.sn

2- Communications

2-1 Présentation du projet DEA

2-2 L'Energie dans le DSRP II

2-3 Les résultats de l'enquête

3- Photos

